Questions orales

Je lui pose donc la question suivante. A-t-il refusé de soumettre cette question à la Cour suprême simplement par crainte d'être obligé de continuer de faire adopter la TPS de force?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la députée sait fort bien que le gouvernement a reçu toutes les assurances nécessaires des juristes supérieurs de la Couronne, que toutes les mesures que nous avons prises sont conformes aux lois, aux conventions et aux coutumes.

Si la députée en doute, je sais fort bien qu'elle-même ou un député de son parti ne manquerait pas de contester la validité de ces mesures devant les tribunaux appropriés.

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Je désire poser une question supplémentaire au premier ministre. Monsieur le Président, beaucoup de gens sont inquiets. Ils se demandent si les mesures prises par ce gouvernement pour forcer le passage de la TPS ne vont pas remettre en question la validité de tout ce qui se passe au Sénat et à la Chambre.

Un Parlement dont la composition est contestée peut amener une cour à déterminer que toute loi adoptée par ce Parlement est invalide.

Et je demanderais ceci au premier ministre: Peut-il déposer à la Chambre les opinions de ses experts sur lesquelles il se base pour justifier son inaction?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déjà, je pense, répondu de façon générale à la question de mon honorable amie. Je suis surpris de son affirmation que beaucoup de gens au Canada seraient inquiets et se demanderaient si on n'est pas en train de remettre en question ce qui se passe au Sénat. Je pense que beaucoup de gens seraient intéressés à remettre en question certains gestes des sénateurs libéraux, y compris le geste le plus récent, en vertu duquel les sénateurs libéraux se sont donné 153 \$ par jour seulement pour se présenter au travail.

[Traduction]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): J'ai une question supplémentaire, monsieur le Président.

Les Canadiens ont le droit de savoir si les initiatives que le gouvernement a prises au Sénat sont légales, si elles ont un fondement juridique et si elles seront ou non contestées.

Le premier ministre refuse aujourd'hui de déposer les opinions d'experts sur lesquelles il dit s'être fondé.

S'il rejette l'option honorable qui serait de retirer la taxe, le premier ministre voudrait-il déposer les opinions d'experts juridiques sur lesquelles il s'est fondé?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à mon amie que le gouvernement du Canada avait suivi les conseils des juristes de la Couronne.

Nous avons respecté les dispositions constitutionnelles et usages pertinents. Mon amie ou n'importe qui d'autre à qui cela peut poser des difficultés pourra évidemment se prévaloir des possibilités de recours aux tribunaux.

• (1430)

Je pensais que mon amie, qui est le chef du NPD, tiendrait compte des propos que l'un des néo-démocrates les plus remarquables du Canada a tenus hier au cours de l'émission Canada AM. . .

Une voix: C'est de l'histoire ancienne.

M. Mulroney: Non, c'est nouveau. Je ne vais pas citer Stephen Lewis.

On crée. . .

Celui qui parle appartient au NPD.

. . . un épouvantable précédent, mais un jour nous tous regretterons amèrement que les sénateurs libéraux se reconnaissent le droit d'empêcher le gouvernement élu de fonctionner.

Écoutez ce que disent les gens et ce que dit Gerry.

Des voix: Bravo!

* * *

LES DROITS DE L'ENFANT

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Au cours du week-end, notre premier ministre a entraîné les chefs de gouvernement du monde entier dans une entreprise visant à sauver les enfants.

Des voix: Bravo!

M. le Président: La parole est à la députée.